



Folio 68

Juillet 2015

14^e Colloque
professionnel
Ipse

Vers une
nouvelle organisation
des groupements mu-
tualistes et des groupes
de protection sociale ?

Vendredi 4 septembre 2015



eu2015lu.eu



Chambardement et big-bang

Upheaval and Big Bang

Crise grecque et/ou européenne ?

Greek and/or European crisis?

**Intégration des immigrants dans le marché
du travail**

Integrating migrants in the labor market

**Le projet de statut de la mutualité européenne peut
s'apparenter au mythe de Sisyphe.**

*The proposal concerning a European Mutual Statute
echoes the myth of Sisyphus*

Les sages de l'Europe : entre Xénophon et la BCE

Hommage à Manoel de Oliveira

Édito

3 – Chambardement et big-bang

3 – *Upheaval and Big Bang*

A propos

4 – Crise grecque et/ou européenne ?

- GABRIELLE CLOTUCHE, Présidente du Conseil d'orientation de l'Ipse
- BERNARD PETIT-JEAN, Président du Conseil d'orientation de l'Ipse

6 – *Greek and/or European crisis?*

Folioles

8 – « Entreprise territoire de santé »

8 – Intégration des immigrés dans le marché du travail

9 – *Integrating migrants in the labor market*

9 – 14e Colloque professionnel de l'Ipse

10 – Gestion des risques lourds en Europe

10 – Le Parlement européen relance le débat sur l'économie sociale

11 – *The European Parliament re-launches the the debate on the social*

11 – La CGT des instances du groupe Malakoff Médéric invite l'Ipse

Dialogue

12 – Le projet de statut de la mutualité européenne peut s'apparenter au mythe de Sisyphe.

- HENRI LEWALLE, Président de l'Observatoire Franco-Belge de la Santé

13 – *Mutuality in the European Union The proposal concerning a European Mutual Statute echoes the myth of Sisyphus*

15 – De l'art difficile du poker

- JEAN LAPEYRE, Membre du Conseil d'orientation de l'Ipse

16 – *On the challenging art of poker*

Folioscopie

17 – Numérique : nouveau vecteur du secteur assurantiel

- MARC DUPUIS, Directeur métier associé d'Optimind winter

18 – *Digital : new vector of the insurance sector*

Foliofocus

20 – Changer ses habitudes de vie, c'est agir sur 75% des déterminants de sa santé : une approche commune
DOMPLUS – SOLAREH Canada

Échotiers

21 – Présidence de l'Union européenne. Trio de présidence (Janvier 2015 – Juillet 2016) LETTONIE – LUXEMBOURG – PAYS-BAS

22 – *Presidency of the European Union*. Presidential trio (January 2015 – July 2016) LATVIA – LUXEMBOURG – NETHERLANDS

23 – Les sages de l'Europe : entre Xénophon et la BCE

24 – Rapport UE : Analyse comparée des dispositifs de protection sociale

24 – *Rapport UE : Analyse comparée des dispositifs de protection sociale*

Reflets d'Europe

25 – Hommage à Manoel de Oliveira

25 – Exposition universelle 2015 : Milan a gagné son pari

25 – Le journal « Pour » renaît

26 – De Milan a Stockholm, une histoire de solidarité

26 – La transition européenne de la Croatie

Foliothèque

27 – À lire...

AGENDA

14^{ème} Colloque Professionnel
Vendredi 4 septembre à 9h

Conférence des présidents
Mardi 8 septembre de 9h30 à 14h

Comité exécutif
Jeudi 17 septembre de 9h30 à 14h

Commission Communication
Relation Adhérents
Jeudi 24 septembre à 9h30

Conseil d'Administration
Jeudi 1er octobre à 9h30

Ipse

92, Boulevard de Magenta - 75010 Paris
Tél. +33 1 40 37 13 88 - Fax +33 1 40 36 07 65
europesociale@euroipse.org
http://www.euroipse.org

FOLIO 68 juillet 2015 ISSN 1278-6160

Directeur de la publication :
Dominique Boucher

Rédacteurs :

Dominique Boucher, Kannishia Afonso, Pietro Romano, Serge Bizouerne, Président de DOMPLUS

Traductions :

Corporate Editions

Conception, réalisation et impression :

Lillianne Camard

Chambardement et big-bang



Dominique Boucher,
délégué général
de l'Ipse

Lors de nos travaux préparatoires à la 41^e Rencontre Ipse qui s'est tenue fin avril à Lisbonne, je proposais pour titre de cette manifestation «Le grand chambardement» pour traiter des bouleversements de notre Union européenne. Après débats, furent préférées «Les grandes mutations», afin de ne pas manifester de sentiments exagérés de craintes quant aux évolutions en cours ou en gestation.

En cet été, l'Europe a su démontrer l'urgence à changer de paradigmes, même si ses institutions et son mode inter-gouvernemental ne s'y prêtent guère et peuvent plutôt conduire à l'implosion.

Fidèle à sa nature, l'Ipse a permis des débats sur des sujets des plus engageants, à Lisbonne, sans faux semblant et dans le but de mises en œuvre concrètes, suggérées par la confrontation du savoir, de la prospective et de mises en perspectives eu égard aux vécus de ses membres et partenaires.

Le Traité transatlantique (TTIP) et la possible remise en cause de notre protection sociale conforme à un modèle social européen devenu aléatoire, nous impose d'exercer plus encore notre vocation à peser, à notre échelle certes mais avec la force de notre réseau de partenaires.

Les thématiques du numérique et du Big Data se doivent, par ailleurs, d'être abordés par l'Ipse dans son mode propre de création de synergies entre ses adhérents mutualistes, paritaires et de l'économie sociale. L'apport original de l'Ipse est encore une fois de confronter de telles transitions radicales avec le respect de l'esprit de la Charte européenne des entreprises de protection sociale, soit d'agir avec justice, citoyenneté et solidarité.

Enfin et je ne serai pas exhaustif, nos publications s'y exerceront, se doivent d'être retenues comme perspectives d'actions à court et moyen termes, les coopérations et partenariats à engager pour investir comme opérateurs de la protection sociale dans les Etats membres de l'Union.

Ce qui précèdent illustrent les capacités de la société civile organisée et ses outils, à développer des stratégies sans attendre le blanc-seing des institutions politiques qui aussi démocratiques puissent-elles être, souffrent souvent d'inerties consubstantielles à la recherche permanente d'alliances et de compromis utilisés à l'exercice du pouvoir.

Dans l'actuelle crise de l'Union, retenons que nous passons de périls monétaires, économiques et financiers à un chambardement sans précédent. Le « non » grec dépasse le triple « non » français, néerlandais et irlandais. L'Institutionnel non seulement ne répond plus à la crise de défiance mais est essoufflé. De plus, s'ajoutent des préoccupations géopolitiques aux marches de l'Europe et en son sein avec le terrorisme.

Certes gouverner n'est pas nécessairement mentir, mais par le souhait même des peuples, consiste à ne pas dire toute la vérité.

Des voix existent pour sortir par le haut de ce borborygme. Et si le renouvellement s'impose, retenons toutefois la prise de parole commune de trois anciens que sont Jacques Delors, Pascal Lamy et Antonio Vitorino (Echotiers p.24), qui savent encore proposer le changement de paradigme impératif.

Upheaval and Big Bang

As we were preparing the 41st Ipse Meeting, which took place in late April in Lisbon, I proposed to evoke the turmoil gripping our European Union with the title "The Great Upheaval." After discussion, we opted for "Major Transformations," so as not to unduly exaggerate the trepidation inspired by ongoing or impending changes.

As summer gets underway, Europe has clearly shown itself in dire need of a paradigm shift, although such an exercise is decidedly unrealistic considering the EU's institutions and inter-governmental architecture. Indeed, it could drive EU governing bodies to the brink of implosion.

This year in Lisbon, Ipse remained true to its nature, offering the opportunity to engage in highly constructive debate, all in a spirit of candor. The focus was on concrete action, made possible by the union of knowledge, differing outlooks and contextual analysis, given the experience of our members and partners.

The Transatlantic Treaty (TTIP) and its potential questioning of our social protection reflect a European social model that has become arbitrary. These developments urge us to go even further in fulfilling our vocation to influence the debate, on our own small scale but backed by the strength of our partner network.

Ipse must also address the topics of digital technologies and Big Data, with its traditional drive to create synergies among the mutualist and paritarian organizations and social economy enterprises that make up its community. Ipse's original contribution is once again its flair for interpreting such radical transitions with regard to the spirit of the European Charter for Social Protection Providers: in other words, its commitment to justice, civic-mindedness and solidarity.

Finally, our publications will wield their influence and must be seen for what they are: proposals for action in the short and medium term, laying out the partnerships and cooperative relationships to be implemented with an eye to investing as social protection operators in the EU Member States.

The ideas laid out here illustrate organized civil society's means and ability to develop strategies without awaiting the blessing of political institutions which, as democratic as they may be, often struggle to overcome the inertia inherent to the constant pursuit of alliances and compromises made in the exercise of power.

Looking at the current crisis in the EU, we observe that the monetary, economic and financial threats are giving way to an unprecedented upheaval. The Greek "No" transcends the triple "No" of France, Ireland and the Netherlands. Institutions have grown weary and can no longer face the crisis of confidence. In addition, geopolitical concerns further complicate the issue, with terrorism striking even within European borders.

Governing does not necessarily mean lying, but even the governed prefer that not all truths be told.

There are voices calling for an honorable resolution of this quagmire, and should renewal become necessary, let us not forget the joint declaration of Jacques Delors, Pascal Lamy and António Vitorino (Echotier p.24), three elders who persist in pushing for the necessary paradigm shift.

Crise grecque et/ou européenne ?

Voici à peine trois ans, la « Rencontre » de l'Ipse à Dublin s'interrogeait sur l'avenir de la protection sociale en Europe et dans les pays européens, sur le thème de « La protection sociale : entre rigueur ou nouveaux développements ».

L'actualité européenne confirme les analyses, les mises en garde de l'époque ainsi que la nécessité pour l'Ipse de soutenir, développer les systèmes de solidarité dans les États membres.



GABRIELLE CLOTUCHE
Présidente du Conseil
d'orientation de l'Ipse



BERNARD PETIT-JEAN
Président du Conseil
d'orientation de l'Ipse

Un scénario immuable

Au cours de cette Rencontre, de nombreux intervenants expliquaient comment l'Europe tentait d'enfermer les États membres dans le piège de l'austérité, dans la nasse d'une rigueur dans laquelle l'espoir serait exclu.

Georges Dassis – président du groupe des travailleurs du Comité économique et social européen (CESE), pour la Grèce et Maria Hélena André - directrice du bureau des Activités pour les travailleurs (ACTRAV) du Bureau international du travail (BIT), pour le Portugal,

expliquaient comment le contrat social était en partie attaqué dans chacun de leur pays, non pas en raison de son coût, mais en raison d'une vision néolibérale dominante dans les différentes instances dirigeantes européennes.

En dépit du fait que la protection sociale ait démontré son rôle d'amortisseur sur certains effets de la crise, les dirigeants européens demeurent obsédés, nous disaient-ils, par l'idée de coupes budgétaires massives qui de fait engendrent une récession qui aggrave les déficits, une détérioration des finances publiques qui amène les gouvernements, sous la pression de la « troïka » (Commission européenne, Banque centrale européenne – BCE et Fonds monétaire international – FMI), à renforcer les politiques d'austérité.

La boucle ainsi bouclée, les gouvernements, consentants ou contraints, s'en prennent aux systèmes de protection sociale, aux salaires, au droit du travail et même aux droits fondamentaux...

Dans ce cadre, aucune perspective de relance économique n'est clairement avancée et il en va de même pour la consolidation des modèles sociaux.

Le résultat de plusieurs années de politique d'austérité, de dérégulation, de pri-

vatisations est aujourd'hui tangible : explosion du chômage, asphyxie de l'économie, montée des inégalités, de la précarité, de la pauvreté... et un désespoir social.

Une crise sanitaire en Grèce sans précédent

L'Europe et ses États membres sont depuis les années 1980 séduits par les sirènes néolibérales chères à Madame Thatcher. De nombreuses réformes ont été menées dans ce contexte néolibéral, niant les valeurs et principes des systèmes sociaux mis en place dans nos États dès le lendemain de la Seconde guerre mondiale. Ces réformes ont mis en péril les systèmes de protection sociale et plus spécifiquement le secteur de la santé.

Le cas de la Grèce est sans aucun doute le plus alarmant aujourd'hui au vu de sa situation économique, financière et politique dramatique.

Les mesures drastiques et les coupes dans le budget de la santé ont eu des conséquences immédiates sur la vie des gens. Les hôpitaux ne peuvent plus acheter de médicaments ou de matériel médical et font appel aux dons. Le budget de la santé est diminué de 40 %,



et un système de ticket modérateur est instauré.

Officiellement, 30% des Grecs n'ont plus de couverture sociale et doivent payer intégralement tous leurs frais de santé. Désormais, au-delà d'une année de chômage, on n'est plus assuré en Grèce. La situation est catastrophique.

Chacun joue son va-tout

L'Europe et les États membres au sein de « l'Euro-groupe » semblent pris en otage par les « faucons » de l'austérité. Il ne s'agit plus de savoir qui a raison ou tort, il s'agit de faire prévaloir la rigueur budgétaire sur toute autre considération. Pas question de céder un centimètre aux Grecs et surtout pas au gouvernement de Syriza.

S'agit-il d'éviter la contagion à d'autres pays comme l'Espagne avec Podemos, le Portugal, l'Irlande ou plus généralement d'éviter que les Européens ne demandent des comptes à leurs dirigeants pour les avoir envoyés dans le mur ?

L'équipe de Syriza et les créanciers de la Grèce sont en train de jouer leur va-tout. La première en appelant les Grecs à se prononcer sur un accord qu'elle a refusé de signer, les seconds en faisant

succéder un chantage à la sortie de la Grèce de l'euro à leur ultimatum.

Les faiblesses de l'Europe

Cette crise pointe de manière flagrante les faiblesses, les carences de la construction européenne, tant au niveau politique qu'au niveau institutionnel, qui se trouve fragilisée par le retour des politiques nationalistes et populistes à travers l'Europe. L'incapacité actuelle de coordonner la gestion du mouvement migratoire est une illustration supplémentaire de la menace qui pèse sur l'unité européenne.

L'Union est aujourd'hui confrontée à ses propres démons et il y a fort à craindre qu'elle ne réagisse – une fois de plus – en ordre dispersé. Les pays riches agiront donc dans leur seul intérêt, à savoir celui de la moindre dépense, les pays les plus pauvres refuseront la solidarité qu'ils n'obtiennent pas ou n'ont pas obtenue...

Ce réflexe du chacun pour soi, dès lors qu'il faut puiser dans ses réserves de

guerre ou faire preuve de solidarité, finira sans doute en un sauvetage des banques engagées en Grèce, plutôt que dans l'assistance à l'État grec et aux Grecs.

Encore plus de solidarité

L'esprit de solidarité est menacé par les craintes et les anxiétés que savent exploiter les nationalismes et le populisme. Mais il l'est aussi par la paresse ou la myopie intellectuelle d'analyses économiques trop globales, qui ignorent qu'en définitive les grands défis économiques et sociaux ne peuvent être surmontés que dans un sentiment d'appartenance commune, dont la solidarité est le creuset.

Est-ce rêver de vouloir que le principe de solidarité retrouve toute sa force auprès des peuples, dans une Europe plus diversifiée, mais aussi beaucoup plus exposée à des périls communs ?

Comment les adhérents de l'Ipse, peuvent-ils aujourd'hui se mobiliser pour aider par exemple les médecins bénévoles qui en Grèce ont mis en place des dispensaires sociaux, d'abord pour soigner les gens, bien sûr, mais aussi pour mobiliser la population autour d'un projet de société dans lequel la santé serait en accès gratuit et universel ?

Face aux problèmes qui concernent l'ensemble des pays européens, l'appel à la solidarité n'est plus un choix stratégique, mais une décision existentielle pour l'avenir des pays membres.

Dans ce contexte, l'ambition de l'Ipse est immense et reste intacte pour rassembler et mobiliser les acteurs de la protection sociale solidaire dans chaque pays et en Europe. ■



Greek and/or European crisis?

A mere three years ago, participants in the Ipse Meeting in Dublin wondered about the future of social protection in Europe and in EU Member States, exploring the theme “Social Protection: Between Discipline and New Developments.”

Current events in Europe confirm the accuracy of the analyses and the warnings advanced in 2012, as well as the need, from Ipse’s perspective, to support and develop solidarity-based systems in Member States.

GABRIELLE CLOTUCHE & BERNARD PETIT-JEAN,
co-president of the Orientation council

An invariable scenario

During this Meeting, several speakers explained Europe’s attempts to lure Member States into the trap of austerity, ensnaring them in a net of discipline devoid of all hope.

George Dassis – President of the Workers’ Group of the European Economic and Social Committee (EESC) for Greece, and Maria Héléna André - Director of the Bureau for Workers’ Activities (ACTRAV) of the International Labor Office (ILO) representing Portugal, explained how aspects of the social contract were being attacked in each of their countries. These assaults were based not on cost, but rather on a predominant neoliberal vision in European governing bodies.

In spite of the fact that social protection has demonstrated its role as a shock absorber, mitigating certain effects of the crisis, they noted that European leaders remain obsessed with the notion of massive budget cuts triggering a recession that has exacerbated deficits and crippled public finances, thus leading governments under pressure from the “troika” – European Commission, European Central Bank (ECB) and International Monetary Fund (IMF) – to intensify austerity policies.

Caught in this vicious circle, governments, either willingly or under duress, waged war on social protection systems, salaries, labor laws and even fundamental rights.

Against this backdrop, the outlook for economic recovery is as dubious as ever, and the same is true for consolidation of social models.

Today, the outcome of years of austerity policies, deregulation and privatizations is clearly visible: exploding unemployment, stifled economies, an increase in inequality, insecurity and poverty... and social desperation.

An unprecedented health crisis in Greece

Since the 1980s, Europe and its Member States have fallen under the neoliberal spell dear to Mrs. Thatcher. Several reforms have been implemented in this neoliberal context, negating the values and principles of the social systems instituted in our countries following the Second World War. These reforms have jeopardized social protection systems, especially in the healthcare sector.



Today, Greece is unquestionably the most alarming case, considering the country’s tragic economic, financial and political situation.

Drastic measures and cuts to the healthcare budget have had direct and immediate consequences on people’s lives. Unable to purchase medications and equipment, hospitals have no choice but to call for donations. The healthcare budget has been reduced by 40%, with co-payments instituted for patients.

Officially, 30% of Greek citizens no longer enjoy social coverage and must pay all of their healthcare expenses out of pocket. At present, Greek workers lose their health coverage after one year of unemployment. The situation is catastrophic.

Going all out

Europe and the Member States in

the Eurogroup appear to have been taken hostage by “austerity hawks.” Rather than comparing and contrasting economic policies, the overarching priority is imposing budget discipline. It is unthinkable to yield an inch to Greece, and certainly not to the Syriza government.

Is this intransigence intended to avert a domino effect in countries like Spain (with Podemos), Portugal and Ireland, or simply to prevent Europeans from holding their leaders accountable for having thrown them under the bus?

The Tsipras administration and Greece’s creditors are going all out, the former by calling on Greek citizens to vote on an agreement the government refuses to sign, the latter by coupling their ultimatum with blackmail by evoking a Greek exit from the euro.

European weaknesses

This crisis puts the weaknesses and shortcomings of European construction in glaring relief, on both political and institutional levels. The Union

itself has been weakened by the rise of populist and nationalist movements throughout the continent. The current inability to ensure coordinated management of migratory flows serves as an additional illustration of the threat to European unity.

Today, the EU is forced to face its own devils, with a very real risk of yet another scattered response to this challenge. Rich countries will act in their own interests – i.e. the lowest immediate cost – while poorer countries, repeatedly rebuffed in their own calls for solidarity, will refuse to offer others what was refused to them...

As there will be no other option but to break open the war chest or act in a spirit of solidarity, this knee-jerk response of every man for himself will no doubt end with a rescue of banks holding Greek debt, rather than aid to Greece and the Greeks themselves.

Even more solidarity

The spirit of solidarity is threatened by doubts and angst, a boon for fear-mongering populists and nationalists. But there are other threats: laziness

and intellectual short-sightedness in the form of simplistically sweeping economic analyses that overlook the fact that great social and economic threats can only be overcome through a sense of community grounded in solidarity.

Is it naive to long for the day when solidarity once again inspires citizens in a Europe that, even more diverse, faces threats collectively?

How can the Ipse community come together to help those in need, such as volunteer doctors in Greece who have created social dispensaries with a dual objective: to care for patients of course, but also to federate the population around a social initiative to offer free and universal healthcare?

Faced with problems that concern all EU countries, the call for solidarity is not a strategic choice but an existential decision for our collective future.

In this context, Ipse’s maintains a vast and unbroken ambition to federate and mobilize actors in the field of solidarity-based social protection in each country and in Europe as a whole. ■



« Entreprise territoire de santé »

Le groupe Malakoff Médéric a lancé en juin dernier, un dispositif inédit intitulé *Entreprise territoire de santé*. Celui-ci a pour ambition de conjuguer performance de l'entreprise et bien-être des salariés via des services aux garanties d'assurance en santé et prévoyance personnalisés en fonction des demandes et besoins des entreprises



Partant du postulat que 95% des dirigeants et salariés estiment que le bien-être des salariés au travail contribue à la performance de l'entreprise¹, Malakoff Médéric a initié une démarche globale et innovante. Les services mis en place par *Entreprise territoire de santé*, approuvée par la CNIL, appréhendent aussi bien les risques de la sphère professionnel que personnel, afin de proposer une offre assurantielle personnalisée à toutes les entreprises, quelle que soit leur taille.



« Innovation majeure dans la relation entre l'assureur, l'entreprise et les salariés, *Entreprise territoire de santé* conçoit la protection sociale comme un investissement et non comme un coût pour en faire un levier de performance économique et sociale. », précise **Guillaume Sarkozy, Délégué général de Malakoff Médéric.** ■

¹ Première Étude Miroir Dirigeants/Salariés sur la santé et le bien-être en entreprise, réalisé par OpinionWay pour Malakoff Médéric, 2015

Intégration des immigrés dans le marché du travail

Le Comité économique et social européen (CESE) a organisé, jeudi 25 juin, une conférence sur l'intégration des migrants dans le marché du travail, à laquelle l'Ipse a participé. L'un des objectifs de cette manifestation était d'écarter les stéréotypes pouvant exister sur le sujet, afin de démontrer que l'immigration peut être un avantage pour tous.



Partant du constat que la masse salariale tend à se réduire de 12% d'ici 2030, et que certains Etats membres manquent de main d'œuvre qualifiée, Christa Schweng – présidente de l'Observatoire du marché du travail (OMT) du CESE, et Irini Pari – présidente du Groupe d'étude permanente « Immigration et intégration » (IMI) du CESE, ont souligné l'importance de l'immigration, notamment celle issue des pays tiers. Elles ont en outre salué l'intérêt porté par les institutions européennes à cette thématique, qu'ils ont intégrée à leur agenda.

Plusieurs défis subsistent dans le domaine. Les différents intervenants ont principalement relevé la complexité administrative du système, mais sur-

tout le problème d'acquisition des langues et de reconnaissance des qualifications. L'Europe doit œuvrer pour la résolution de ces problématiques, afin de garantir une véritable intégration des immigrés, bénéfique pour tous.

Consciente de la nécessité d'adaptation du cadre légal existant, la Commission européenne va lancer, l'année prochaine, un « fitness check », une large évaluation des acquis en matière de migration légale. Par ailleurs, Laura Corrado – chef de l'Unité « Migration légale et intégration » de la Commission, a signalé la révision de la directive 2009/050 sur la Carte bleue. Il s'agit d'un dispositif visant à faciliter l'entrée, le séjour et le travail en Europe des ressortissants de pays tiers, aux fins d'emploi hautement qualifié. La Commission envisage également la création d'une plateforme pour favoriser le dialogue entre l'ensemble des acteurs sur l'immigration.

Quant à l'OCDE, elle a publié le 2 juillet un ouvrage réalisé conjointement avec la Commission européenne, présentant une comparaison internationale sur les résultats des immigrés et de leurs enfants entre tous les pays de l'UE et de l'OCDE, au travers de 27 indicateurs d'intégration organisés autour de quatre grands thèmes : emploi, éducation et compétences, inclusion sociale, citoyenneté active et cohésion sociale. ■

Integrating migrants in the labor market

On Thursday, June 25, the European Economic and Social Committee (EESC) organized a conference on integrating migrants in the labor market. Ipse participated in the event. One of the goals of this conference was to dismiss stereotypes surrounding this subject to demonstrate that immigration can be a win-win situation.

Recognizing that the workforce will shrink by 12% by 2030 and that certain Member States are suffering from skill shortages, Christa Schweng – President of the Labor Market Observatory (LMO) of the European Economic and Social Committee (EESC), and Irini Pari – President of the EESC Permanent Study Group on Immigration and Integration (IMI), emphasized the importance of immigration, particularly from third countries. They also welcomed the interest European institutions have expressed in this issue by including it in their agenda.

The subject continues to present several challenges. The speakers focused primarily on the problems of language acquisition and recognition of qualifications, as well as pointing out the administrative complexity in the system. Europe must work to solve these problems to guarantee true integration of migrants, an achievement that would benefit all parties.

Mindful of the need to adjust the cur-

rent legal framework, next year the European Commission will initiate a fitness check, a broad assessment of progress in the field of legal immigration. Furthermore, Laura Corrado – Head of the EC Legal Migration and Integration Unit, pointed out the revision of Directive 2009/050 on the “Blue Card.” This mechanism aims to facilitate entry, residence and employment in Europe for highly qualified third-country nationals. The Commission is also considering creating a platform to promote a dialogue on immigration among the different actors involved.

Finally, on July 2, the OECD published a book authored together with the European Commission presenting an international comparison of the integration outcomes of immigrants and their children in all EU and OECD countries, through 27 indicators organized around five areas: employment, education and skills, social inclusion, civic engagement and social cohesion. ■



14^e Colloque professionnel de l'Ipse



Lors de ce 14^e Colloque professionnel Ipse, seront soulevées plusieurs questions liées à la transposition de la directive Solvabilité 2. Qu'est-ce qu'une relation forte et durable au sens de Solvabilité 2 ? A ce titre, quelles formes juridiques devront prendre les regroupements revendiquant ce type de relation ?

La séparation entre ce 1^{er} cercle et les autres acteurs assurantiels va inévitablement engendrer des conséquences sur l'organisation de la gouvernance, mais comment les atténuer ? Enfin, dans le cadre d'une révision des groupements de moyens, comment intégrer les défis de demain, tel que le numérique ?

L'Ipse souhaite, au travers de cette matinée, informer et débattre sur les conséquences de cette réorganisation « forcée » des organismes complémentaires. ■

<http://www.euroipse.org/le-14eme-colloque-professionnel-ipse/>



Gestion des risques lourds en Europe

Le 27 mai dernier, dans le cadre d'un séminaire de formation organisé par Carrefour pour son Comité d'information et de concertation européen, l'Ipse est intervenu sur la gestion des risques lourds dans les pays composant ledit comité.

Devant une audience composée exclusivement de partenaires sociaux issus de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie, de Pologne et de Roumanie, Dominique Boucher, délégué général de l'Ipse et sa collaboratrice Kannishia Afonso-Ollivier, chargée de projet, ont ainsi présenté une analyse comparative des modes de gestion des risques incapacité, invalidité et décès existant au niveau du premier pilier de la protection sociale des divers pays. ■



41^e Rencontre Ipse de Lisbonne



La Rencontre annuelle de l'Ipse s'est tenue cette année à Lisbonne, les 23 et 24 avril, sur le thème « Les acteurs de la protection sociale en Europe face aux grandes mutations de ce XXI^e siècle ».

Cette 41^{ème} Rencontre, accueillie par l'Association mutualiste portugaise Montepio, adhérent de l'Ipse, a permis d'esquisser des voies à emprunter pour adapter le modèle social européen aux grandes mutations (numérique, dialogue social, partenariat, etc.).

Le Foliocollection de cet événement sera publié au début de l'automne 2015. ■

Le Parlement européen relance le débat sur l'économie sociale

L'Ipse a participé, jeudi 25 juin, à l'audience publique organisée par l'Intergroupe Economie sociale, à Bruxelles. Le débat a porté sur les obstacles empêchant les entreprises de l'économie sociale d'accéder aux différents types de financement. Le Luxembourg souhaite faire avancer ce dossier dans le cadre de sa présidence de l'Union européenne afin de promouvoir une Europe plus sociale.



L'Intergroupe Economie sociale, créé en 1990, rassemble 80 eurodéputés provenant de six groupes politiques différents. Celui-ci a pour objectif de favoriser les échanges entre lesdits députés et les acteurs de l'économie sociale, afin de promouvoir la prise en compte de ce secteur de l'économie dans la mise en œuvre des politiques européennes.

La thématique de la conférence était le financement des entreprises de l'économie sociale, notamment en termes d'instruments prévus par l'UE. En effet, il existe deux mécanismes principaux, le Fond social européen et le programme pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI). La Commission a annoncé que d'autres instruments de financement étaient actuellement à l'étude.

Les intervenants ont tous convergé vers le fait que l'un des principaux enjeux est la création d'un écosystème financier favorable au développement des entreprises de l'économie sociale.

Anna Maria Darmanin - membre du Comité économie et social européen (CESE), a annoncé que son institution est en train de rédiger une étude sur le financement de l'économie sociale, demandée par la présidence luxembourgeoise. Selon elle, les principaux obstacles au financement de ces entreprises sont l'absence de définition claire, l'idée que financer une entreprise sociale représente un investissement plus risqué et la croyance selon laquelle les entrepreneurs de l'économie sociale ne sont pas suffisamment professionnels. ■



The European Parliament re-launches the debate on the social

On Thursday, June 25, Ipse took part in the public hearing organized in Brussels by the Social Economy Intergroup. The debate addressed obstacles for social economy enterprises looking to take advantage of the different sources of funding. Luxembourg aims to make progress on this issue during its presidency of the European Union, with the stated goal of promoting a more social Europe.

Created in 1990, the Social Economy Intergroup brings together 80 MEPs from six different political groups. It works to facilitate exchanges between MEPs and actors in the social economy, with the goal of encouraging greater recognition of this sector of the economy in European policy initiatives.

The conference addressed the theme "Financing Social Economy Enterprises," with a particular focus on EU instruments. Two main funding systems exist, the European Social Fund and the Program for Employment and Social Innovation (EaSI). The Commission announced that other funding instruments were currently being examined.

Participants all agreed that creating a financial ecosystem to encourage growth of social economy enterprises is a fundamental challenge.

Anna Maria Darmanin - member of the European Economic and Social Committee (EESC), announced that her institution is currently drafting an explanatory opinion on the social economy at the request of the Luxembourg presidency. She states that the main obstacles to access funding for

these enterprises are the lack of clear definitions, the assumption that financing social economy enterprises involves greater risk and a purported lack of professionalism among social entrepreneurs.

The Luxembourg presidency announced that a conference on financing for social economy enterprises will be held in December 2015, and is urging the December meeting of the Council to send a strong political message by adopting conclusions in favor of the social economy. ■



La CGT des instances du groupe Malakoff Médéric invite l'Ipse

Le 9 avril 2015, dans le cadre d'une des journées d'études régulièrement organisées par les élus et mandatés représentant la CGT, au sein des instances du groupe de protection sociale (GPS) Malakoff Médéric, l'Ipse est intervenu sur le champ de la protection sociale au niveau européen.

L'objectif premier de ces journées, où sont invités des organismes et experts, est de nourrir par l'information et l'échange les réflexions de ces militants syndicaux. Ainsi, figuraient parmi ces intervenants, le délégué général du GPS – Guillaume Sarkozy, le délégué général du CTIP – Jean-Paul Lacam, Jean-Marie Levaux de l'APCR et parmi d'autres experts, Dominique Boucher – délégué général de l'Ipse.



Bernard Daeschler, membre du Conseil d'orientation de l'Ipse, président du CTIP et un des animateurs de ce collectif CGT, a en effet souhaité que l'Ipse intervienne sur le volet européen de la protection sociale ; demande émanant déjà de membres des plus motivés par cette thématique – en lien avec le sujet ô combien actuel du TTIP. Résultat : un débat fourni, dans une ambiance franche et conviviale, pour une protection sociale européenne juste, citoyenne et solidaire ! ■



La mutualité dans l'union européenne

Le projet de statut de la mutualité européenne peut s'apparenter au mythe de Sisyphe.

Comme la pierre qui gravit et redescend la colline, à diverses reprises, ce projet a semblé progresser dans sa conception, sous l'enthousiasme, ou le manque de réalisme, de quelques mutuellistes mais, in fine, a toujours atterri sur les étagères de la Commission parmi les projets qui n'aboutissent ou n'aboutiront jamais.

Après la récente manifestation de désintérêt de certains Etats membres, dont l'Allemagne, à l'égard du projet de statut européen pour la mutualité, la Commission Juncker, comme la première Commission Barroso en 2005, abandonne tous travaux en ce domaine. **Il est donc quasi certain aujourd'hui que le droit européen des sociétés ne sera jamais doté d'un statut mutualiste.**

Force est de constater que **ce projet n'a jamais fait l'unanimité au sein du monde mutuelliste et mutualiste européen regroupés au sein de l'AMICE, l'ICMIF et l'AIM, qui pourtant fondamentalement différent, s'est retrou-**

vé amalgamé dans le projet de statut européen de la mutualité. En effet, le secteur des assurances mutuelles est différent en tout point de celui des mutualités. Le premier regroupe des sociétés de capitaux qui pratiquent exclusivement des activités assurantielles dans le champ de l'assurance vie et de l'assurance non-vie. Le second rassemble des sociétés de personnes dont le champ d'activités est la santé et dont le principe de solidarité gouverne la logique d'action de ces organisations qui n'ont aucun but de lucre et dont la plupart ont pour principale préoccupation la gestion de l'assurance maladie obligatoire de leur pays. C'est notamment le cas des mutualités en Belgique.

Dans ce pays de 11 millions d'habitants, l'assurance maladie invalidité est gérée à 99,9% par cinq structures mutualistes qui proposent, en outre, des services complémentaires obligatoires d'intérêt général à leurs affiliés qui sont contraints de payer une cotisation obligatoire. Ces services ont pour fonction de pallier la carence de

l'assurance obligatoire que les organisations mutualistes gèrent. Enfin, elle propose un produit d'assurance hospitalisation facultatif soumis depuis l'arrêt de la Cour de Justice européenne¹ aux directives assurances.

Pays complexe, **la Belgique, compte tenu de la spécificité** du phénomène mutualiste et de l'importance de son action dans le champ sanitaire, social et médico-social, **ne pouvait présenter en ce domaine que des avis partagés sur l'adoption d'un statut européen pour la mutualité.** En synthèse, deux thèses se côtoient.

Pour les uns, un cadre législatif propre à la mutualité permettrait d'établir des partenariats transfrontaliers. Pour les tenants de cette thèse si des coopérations existent déjà, elles reposent sur des formes juridiques qui ne prennent pas en compte les spécificités des mutuelles (GEIE, coopérative européenne). Ils défendent l'idée que dans plusieurs Etats membres de l'UE la mutualité n'existe pas et qu'une recon-

naissance européenne de celle-ci permettrait d'aider à créer un cadre national spécifique pour la mise en place de structure mutualiste dans les pays qui en sont dépourvus.

Pour les autres, le texte de statut de ME qui avait été abandonné en 2005 par la Commission européenne et qui a été repropoé comme modèle de texte à la Commission en 2007 par l'AMICE et l'AIM **opère un amalgame entre assurances mutuelles et mutualités**. Pour les tenants de cette approche, les mutualités implantées dans différents Etats membres remplissent une mission de service public d'intérêt général en gérant l'assurance maladie invalidité et en proposant des services complémentaires. Ils considèrent que les assurances mutuelles et les mutualités n'ont en commun que le radical du mot « mutuelle ». **Ils craignent qu'un statut européen mélangeant les genres n'entraîne une absorption des organisations mutualistes actuelles dans des groupes capita-**

listiques aux mains des assureurs mutuels et n'aient pour impact de détruire la notion de solidarité en faveur de celle du profit, de casser les mécanismes de protection sociale nationale et de faire croître de manière importante le coût de la dépense totale de santé au profit des gains de part de marché par les assureurs. Ils constatent que des coopérations existent aujourd'hui dans l'UE sans qu'ils soient nécessaires de créer des structures dont l'étiquette dissimulerait les réelles intentions de ceux qui les affichent.

En conclusion, **l'abandon du projet de statut européen pour la mutualité** n'est pas une surprise et s'inscrit dans les décisions et non décisions intervenues depuis deux décennies au moins dans ce dossier. **Il écarte le spectre de création de sociétés capitalis-** tiques sous légitimité européenne et rassure sur le maintien de structures nationales qui continueront à porter dans l'UE l'esprit de solidarité dans le domaine sanitaire et social.

En guise de perspective, **il conviendrait désormais de mobiliser le travail de lobby déployé auprès des institutions européennes** pendant deux décennies et demie en vue d'obtenir un statut juridique européen définitivement abandonné, **en faveur d'une reconnaissance du fait mutualiste et d'un programme d'action pour favoriser l'émergence et le développement de la mutualité dans les pays européens qui le souhaitent.** ■



HENRI LEWALLE
Président de l'Observatoire
Franco-Belge de la Santé
President of the Observatory
French-Belgian Health

¹ C .J. 28 octobre 2010, État Belge c. Commission, C -41/10, non encore publié au Recueil.

Mutuality in the European Union

The proposal concerning a European Mutual Statute echoes the myth of Sisyphus.

Like the boulder that never reaches the top of the hill, this initiative has appeared on several occasions to be making progress, heartening a handful of advocates in their enthusiasm (or their detachment from reality). Alas, the proposal has consistently tumbled back onto the Commission's drawing board, there to lie among other bills that are and will likely remain pipe dreams.

Following the recent expression of disinterest in the proposal for a European Mutual Statute by certain Member States, including Germany, The Juncker Commission, like the first Barroso Commission in 2005, discontinued work in this field. **Today, it is therefore virtually certain that European company law will never include a statute for mutuals.**

It is clear that **this initiative never**

garnered universal enthusiasm in the European mutual insurance and mutual society community, embodied by the organizations AMICE, IC-MIF and AIM. Although these sectors exhibit fundamental differences, they were treated as one in the proposal concerning European Mutual Statute. Indeed, the mutual insurance sector is entirely distinct from the mutual society sector. The former is made up of capital companies that

pursue exclusively insurance-based activities in the fields of life and non-life insurance. The latter includes non-profit partnerships operating in the field of healthcare and governed by the principle of solidarity. Most focus primarily on managing their countries' compulsory health insurance schemes. This is particularly the case for mutual societies in Belgium.

In this country of 11 million inhabitants, 99.9% of health and disability insurance programs are managed by five mutual entities, which also offer their members additional compulsory general-interest services. Members are required to pay mandatory premiums. These services aim to compensate for the shortcomings of compulsory insurance managed by mutual societies. Finally, they offer optional hospitalization insurance, subject to insurance directives since the decision of the European Court of Justice¹.

A complex country, **Belgium necessarily exhibited conflicting views on the adoption of a European Mutual Statute, considering the specificity of the mutual phenomenon and the extent of its work in the healthcare, social and medico-social sectors.** In short, there are two diverging views.

For some, a specific legislative framework for mutual societies would make it possible to create transnational partnerships. For those who hold this view, current examples of cooperation are grounded in legal principles that do not take account

of the specificities of mutual societies (EEIG, European cooperative society). They advance the fact that mutual societies do not exist in several EU Member States, suggesting that EU recognition of this structure would facilitate the creation of national frameworks to establish mutual societies these countries.

For opponents of the measure, the SME bill that the European Commission abandoned in 2005, and which was resubmitted by AMICE and AIM



as a template in 2007, **fails to distinguish between mutual insurers and mutual societies.** They posit that mutual societies in different Member States fulfill a public service mission in the general interest by managing healthcare and disability insurance and offering complementary services. They consider that mutual insurers and mutual societies share little apart from the word "mutual." **Whence the fear that a European statute that merges these two structures would cause current**

mutual societies to be absorbed by capital corporations under the control of mutual insurers, with the profit motive replacing the notion of solidarity. National social protection mechanisms would be undermined, leading to a significant rise in the total cost of healthcare and increased market share for insurance companies. Opponents of the EMS proposal point out that cooperation exists in the EU today without the need for structures whose title masks their true intentions.

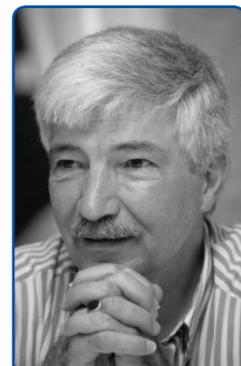
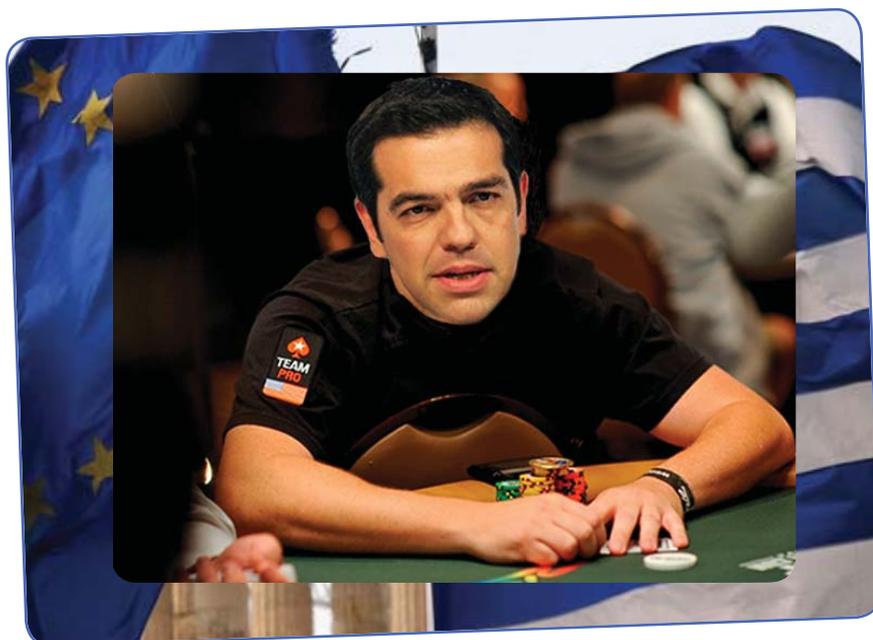
In conclusion, **the death of the European Mutual Society initiative** comes as no surprise and follows naturally from the decisions made (and not made) on this issue over the past two decades at least. **Calling off this proposal eliminates the threat of profit-focused companies being created under a veneer of European legitimacy,** while ensuring that national entities will continue to uphold the spirit of solidarity in the EU as regards healthcare and social issues.

Looking to the future, we must continue the advocacy efforts of the past quarter century to convince European institutions of the need for a legal European statute. Although such an initiative appears at present to have been definitively abandoned, it nonetheless remains a necessary step in recognizing the mutualist phenomenon and implementing an action plan intended to promote the creation and development of mutuals

¹ C. J. October 28, 2010, Kingdom of Belgium vs. Commission, C-41/10, not yet published in Court Reports.

De l'art difficile du poker

Alexis Tsipras a gagné son référendum mais a-t-il gagné un accord avec les créanciers de la Grèce ? Rien n'est moins sûr. Pourtant, à l'heure où ces lignes seront lues, j'espère qu'un accord aura été trouvé permettant aux grecs de conduire, en restant dans la zone Euro, les réformes nécessaires dans la durée donc, avec une dette allégée qui actuellement les étrangle de manière insupportable.



JEAN LAPEYRE
Membre du Conseil
d'orientation de l'Ipse

attaquer comme les armateurs et surtout l'Église orthodoxe, mais pour cela il faudrait d'abord avoir réalisé le cadastre (monstre du Loch Ness depuis des années) qui démontrerait quel est le plus gros propriétaire terrien...

La Grèce a besoin de temps et d'oxygène. On ne peut pas lui demander tout à la fois de faire des réformes structurelles lourdes et de rembourser une dette qui ne cesse de l'appauvrir. La France et l'Italie sont partisans d'une reprise des négociations pour aider la Grèce à trouver un accord. Espérons qu'ils feront entendre raison aux Allemands et à tous les va-t-en-guerre qui rêvent de pousser la Grèce en dehors de la zone Euro et dans une crise sociale dramatique.

Certains disent que le « Non » grec plonge l'Union européenne dans l'inconnu ; peut-être, mais s'il n'y avait pas eu de chercheurs et d'explorateurs nous ne serions restés que dans le monde connu et ce monde n'aurait pas progressé. Alors oui, le « Non » grec va nous obliger à chercher des solutions nouvelles, à mieux respecter les conditions sociales des réformes économiques et monétaires, à faire un examen de conscience sur la façon de mener ces réformes. ■

L'Union Européenne a été laxiste et la Commission Européenne négligente avec un gouvernement de droite, pour l'entrée dans l'Euro, en acceptant des comptes maquillés avec l'aide d'un grand Cabinet de consultants américain, Lehman Brothers qui a depuis fait faillite. Ce fut le premier domino de la crise des « subprimes » dont nous ne sommes pas encore sortis.

L'UE, le FMI et la BCE seront-ils impitoyables avec un gouvernement de gauche et un vote démocratique qui refusent des conditions insupportables de redressement ? Je ne suis pas Alexis Tsipras, mais je ne lui reprocherai pas d'avoir voulu redonner un peu de dignité au peuple grec.

On reproche à ce jeune chef de Gouvernement de ne pas jouer le jeu, mais quel jeu ? En tant que négociateur syndical, j'ai toujours appris qu'il ne fallait pas rester sur le terrain de l'adversaire mais imposer ses propres propositions. Alexis Tsipras est un sacré joueur de poker avec un sang-froid remarquable mais il doit savoir aussi qu'à certains moments il faut passer la main. Il devra affronter des réformes que la Grèce refuse depuis trop longtemps : de son économie, de sa Fonction Publique victime de pratiques clientélistes extravagantes et qui pourtant sur des services essentiels comme l'éducation et la santé sont en cours de destruction, de sa fiscalité qui épargne trop ceux qui ont les capitaux et que même Tsipras hésite à

On the challenging art of poker

Alexis Tsipras won his referendum, but has he secured an agreement with Greece's creditors? Nothing could be less certain. Nonetheless, I hope that, as you read these lines, an agreement has been reached to allow Greece to implement the necessary long-term reforms from inside the eurozone, coupled with debt relief to alleviate a burden that has become unbearable.

T'The European Union was overindulgent and the European Commission negligent in allowing a country led by a right-wing government to adopt the euro, accepting economic data doctored with the help of Lehman Brothers, a major American consulting firm that has since collapsed. This was the first domino in the subprime crisis from which our economies are still suffering.

Will the EU, the IMF and the ECB now be ruthless with a left-wing government and a population that has refused intolerable conditions for recovery through a democratic vote? I am not Alexis Tsipras, but I cannot criticize him for trying to revive the dignity of the Greek people.

This young Prime Minister is blamed for not playing by the rules, but what are the rules? As a union negotiator,

I learned that you must never grant your adversary the home advantage, but impose your own terms. Alexis Tsipras has a remarkable poker face and unquestionable talent, but he should realize that sometimes you have no choice but to fold. He must face reforms that Greece has refused for too long: its economy, its civil service awash in extravagant cronyism and yet responsible for providing essential services such as education and healthcare that are rapidly being dismantled, and its tax system that goes too easy on those with the means to pay, such as ship owners and especially the Orthodox Church, which even Tsipras hesitates to antagonize. Even if Syriza were to take on the Church, the first step would have to be establishing the land registry (for years this has been like the Loch Ness monster) to identify the country's largest land owner...

Greece needs time and air. We cannot demand that it simultaneously implement costly structural reforms and repay a debt that makes the country poorer by the day. France and Italy are in favor or returning to the negotiating table to help Greece reach an agreement. Let us hope that they will manage to prevail upon Germany and the other budget hawks intent on catapulting Greece out of the eurozone and into a cataclysmic social crisis. Some claim that the outcome of the referendum is plunging the European Union into the unknown. Perhaps, but without explorers humanity would have stagnated within the confines of the known world. So yes, the refusal of the Greek people forces us to look for new solutions, to show more regard for the social conditions of economic and monetary reforms and to listen to our conscience when it comes to implementing these reforms. ■



Numérique : nouveau vecteur du secteur assurantiel

optimind winter ::



MARC DUPUIS

Directeur métier associé d'Optimind winter

Questions posées par l'Ipse à Marc Dupuis

➔ Présentation de l'activité d'Optimind Winter et du secteur «métier» placé sous votre responsabilité

Optimind Winter est une société de conseil en actuariat et gestion des risques qui intervient auprès des organismes d'assurance et de protection sociale, des banques et des grandes entreprises. Avec nos métiers et nos expertises, nous adre- sons une grande partie des thèmes et domaines du secteur de l'assurance.

L'un des grands enjeux actuel est la transforma- tion numérique des acteurs économiques et en particulier du secteur de l'assurance et de la pro- tection sociale.

Pour accompagner ces évolutions majeures, nous avons créé, début 2014, le métier du Di- gital, dont j'ai pris la responsabilité. Dans un premier temps mon rôle a été de fédérer et d'accompagner les différentes initiatives sur le thème du digital au sein d'Optimind Winter : élaboration et mise en œuvre d'une stratégie di- gitale, Data Science ou encore Big Data. Forts de l'expérience acquise et des expertises dévelop- pées, nous proposons à nos clients de les accom- pagner dans la mise en œuvre concrète de cette transformation.

➔ A quelles évolutions numériques majeures doit-on s'attendre dans le secteur assurantiel ? Le digi- tal va-t-il impacter les offres des complémentaires, les actions de prévention, etc. ? A quels risques sont exposées les personnes du fait de ces technologies, parfois des plus intrusives, et comment y

Les technologies du numérique créent de nou- veaux usages, adoptés par une grande partie de la société, elles modifient considérablement les relations entre tous les acteurs économiques.

L'un des impacts majeur du numérique sur le sec- teur assurantiel est une redéfinition de la relation client. Il ne s'agit pas simplement de l'adoption et de l'utilisation des nouveaux outils digitaux – Réseaux sociaux, applications mobiles, objets connectés ... - Mais c'est le besoin de l'assuré et le rôle de l'organisme d'assurance qui sont au centre de la transformation. Dans un monde qui évolue technologiquement très vite, le consom- mateur se présente avec de nouvelles exigences - produits et services simples et adaptés aux nou- veaux modes de consommation et de vie.

Les offres des organismes de protection sociale doivent donc intégrer ces évolutions en appor- tant des produits et services adaptés qui mettent

la protection, la prévention et les services indivi- dualisés au centre de leur proposition de valeur.

Les nouvelles technologies produisent une masse considérable de données, générée directement ou indirectement par l'assuré. Pour opérer ses missions, l'organisme d'assurance va généraliser l'exploitation de ces données pour offrir les ser- vices attendus. La protection et la bonne utiliza- tion de ces données, est un enjeu crucial pour tous les acteurs. Au-delà des aspects règlemen- taires et de conformité pour l'exploitation de ces données, la confiance est le socle essentiel de ces nouvelles perspectives.

Le secteur de l'assurance et de la protection so- ciale doit donc miser sur sa proximité et son en- gagement pour mener à bien ses missions dans un environnement toujours plus concurrentiel au sein du secteur mais également face à de nou- veaux entrants.

Big Data dans l'assurance



Marc DUPUIS et Emmanuel BONNEL

➔ **Suite à la 41^e Rencontre Ipse de Lisbonne, quelles sont les priorités pour les adhérents de l'Ipse, dans le domaine du numérique ? Comment envisagez-vous vos relations futures avec les adhérents de l'Ipse ?**

La transformation numérique est une nécessité, cependant elle n'est pas standardisée, elle dépend de la culture d'entreprise, des valeurs et des ambitions que se donnent les différents acteurs mais également de la relation qu'elle a ou veut avoir avec ses clients. Chacun des adhérents de l'Ipse peut se poser la question suivante : face à un monde qui se transforme et qui évolue sans cesse, quelles sont mes missions fondamentales et comment puis-je utiliser les outils de cette transformation numérique pour continuer à jouer le rôle sociétal et économique qui est le mien. Il ne s'agit pas de copier les acteurs apparemment

les plus en pointe, mais de trouver les déterminants de la réussite, celle qui consiste à apporter les meilleures réponses en termes de protection et d'engagement en gardant sa spécificité et ses valeurs.

Il m'apparaît nécessaire de définir, de modéliser et de mettre en œuvre les accélérateurs de la transformation appliqués au monde de la protection sociale. Avec Optimind Winter, j'aurai grand plaisir à participer à ces réflexions et aux chantiers associés aux cotés de l'Ipse et de ses adhérents, en apportant les éléments et expertises nécessaires pour ces évolutions majeures. ■



Optimind Winter
vous accompagne autour de 6 métiers

- Actuariat Conseil
- Protection Sociale
- Risk Management
- Finance & Performance
- Business Transformation
- Digital

Leader de l'Actuariat Conseil et de la Gestion des Risques en France

Digital : new vector of the insurance sector

Questions from Ipse **Marc Dupuis**, Associate director of business Optimind winter

➔ **Presentation of the activity of Optimind Winter, with a focus on your the “business” sector for which you are responsible**

Optimind Winter is an actuarial and risk management consulting firm that works with insurers and social protection providers, as well as banks and major companies. Thanks to our business lines and expertise, we address many of the topics and fields that make up the insurance sector.

The digital transformation currently underway among economic actors stands out as a singular challenge, particularly in the field of insurance and social protection.

To guide these fundamental shifts, in 2014 we created the Digital Department, which I head. My job was initially to federate and manage the various initiatives at Optimind Winter around the theme of digital technologies: design and implementation of a digital strategy, Data Science and Big Data. Thanks to the experience we gained and the expertise we developed, we now assist our clients for concrete implementation of this transformation.

➔ **What major digital developments should we expect in the insurance sector? Will digital technologies have an impact on complementary insurance offerings, preventative measures, etc.? What risks do these sometimes highly intrusive technologies present for individuals and how can we address these risks?**

Digital technologies give rise to new uses. When adopted by a large proportion of society, they have a considerable effect on relations among economic actors.

One of the most significant impacts on the insurance sector is a revolution in client relations. It is not simply a question of adopting or using these new digital tools – social networks, mobile apps, connected objects, etc. Rather, the driving force behind the transformation is the need to be insured and the role of the insurance provider. Against a backdrop of rapid technological advances, consumers' demands are changing: they are looking for simple products and services in line with new lifestyles and consumer habits.

Social protection providers must take account of these new realities by offering suitable products and services with a value proposition

grounded in protection, prevention and customized services.

New technologies provide massive amounts of data, all generated directly or indirectly by insured parties. To fulfill their missions, insurance providers must make comprehensive use of this data to offer the services clients expect. Safeguarding this data and using it properly is a central challenge for all concerned. Going beyond the regulatory and compliance aspects associated with using this data, these new practices are based squarely on trust.

The insurance and social protection sector must therefore rely on its relationships with clients and its sense of responsibility to fulfill its missions in an environment that is growing increasingly competitive, both within the sector itself and with the arrival of new players.

➔ **Following the 41st Ipse Meeting in Lisbon, what are the priorities for the Ipse community when it comes to digital technologies? How do you see your future relations with Ipse members?**



The digital transformation is necessary. However, it is not standardized and depends on the cultures, values and ambitions of the different actors, as well as the relationships they have or seek to develop with their clients. Every Ipse member can ask itself the following question: in a constantly changing world, what are my fundamental missions and how can I take advantage of the tools offered by this digital transformation to continue fulfil-

ling the societal and economic role to which I am committed?

This does not mean simply emulating the apparent frontrunners, but finding the keys to ensure success by providing the best answers in terms of protection and commitment while remaining true to the organization's specificity and values.

I believe we have to define, model and implement transformation boosters suited to the world of social protection. With Optimind Winter, I look forward to participating in these discussions and the resulting initiatives together with Ipse and the Ipse community as a whole, by providing the perspective and expertise necessary to harness these profound changes. ■

Changer ses habitudes de vie, c'est agir sur 75% des déterminants de sa santé : Une approche commune DOMPLUS – SOLAREH Canada

DOMPLUS et SOLAREH Canada créent un consortium destiné à assurer le développement et la mise en exploitation d'une offre commune de prévention santé en France.



SERGE BIZOUERNE
Président de DOMPLUS

Dans un **contexte d'accélération et d'évolution de la demande dans le domaine de la prévention santé en entreprise**, DOMPLUS souhaite enrichir et développer son offre de services « La santé, priorité à la personne » lancée il y a un an.

La santé, priorité à la personne » lancée il y a un an.

De son côté, SOLAREH Canada, qui propose depuis plus de 30 ans des programmes d'aide aux salariés et aux entreprises par le biais de contrats collectifs de personnes, apporte son expérience, en s'associant avec DOMPLUS, un acteur qui partage les mêmes valeurs humaines.

Les deux entreprises ainsi réunies, potentialisent leurs savoir-faire et leurs expertises en **proposant une offre de services de prévention santé globale**.

La nouvelle offre « La santé, priorité à la personne », sous les marques DOMPLUS « Priorité à la Personne » – SOLAREH Canada « Expert en capital humain », est disponible.

En complément de l'offre initiale proposée par DOMPLUS aux entreprises, qui permet de construire un programme complet pour l'amélioration de la santé et du bien-être de leurs salariés, SOLAREH Canada apporte son expertise sur la conduite de programmes d'aide aux salariés et de conseil aux entreprises.

L'offre globale, constituée pour le marché français de la protection sociale et des organisations, comprend deux nouveautés principales :

- Un volet **soutien approfondi** pour les publics fragilisés (les personnes endeuillées, les aidants familiaux ou encore le retour à l'emploi, situations traumatiques,...),
- Un volet **conseil et formation aux organisations**, notamment au travers d'un module **Plan de Prévention Santé en Entreprise** (PPSE) qui inclut un programme d'accompagnement des managers.

« Le consortium DOMPLUS – SOLAREH Canada a pour objectif d'associer les compétences humaines et techniques des deux partenaires afin de poser les bases d'une réponse enrichie dans un marché bouleversé par les transformations en cours (législation, ANI, Contrats Responsables,...) » indique Serge Bizouerne, Président de DOMPLUS.

Marie-Thérèse Dugré ajoute : « Ce consortium, qui repose sur la synergie de nos valeurs et de nos compétences, reste ouvert à d'autres partenaires dans le domaine de l'innovation sociale et de service. » ■

DOMPLUS en quelques lignes

Créée il y a quatorze ans au Canada avec DOMPLUS Inc., DOMPLUS est une société d'intermédiation dans le secteur des services qui assure pour le compte d'entreprises et de grands donneurs d'ordre de la protection sociale, des prestations de conseil et d'accompagnement à destination de leurs publics (adhérents, clients, salariés) sur des thématiques globales liées aux préoccupations de la vie quotidienne : bien-être au travail, conciliation vie privée/vie professionnelle, soutien aux aidants, transition vers la retraite, ruptures familiales, avancement en âge, handicap, etc.

Aujourd'hui, 2,8 millions de salariés ont accès aux services d'intermédiation recouvrant les domaines de l'équilibre vie privée – vie professionnelle, prévention, santé ou encore des questions autour de l'accès à l'emploi et au logement (etc.), proposés par DOMPLUS.



Présidence de l'Union européenne

Trio de présidence (Janvier 2015 – Juillet 2016) LETTONIE – LUXEMBOURG – PAYS-BAS

A partir du 3 juillet, le Luxembourg assurera la présidence semestrielle de l'Union européenne. Dans son programme intitulé « Une Union pour les citoyens », l'une des priorités affichées du Grand-Duché est l'approfondissement de la dimension sociale européenne qui doit permettre à l'UE d'atteindre le « triple A social ». Parmi les autres axes, figurent également les flux migratoires et le développement durable.

Au cours des six prochains mois, les travaux du Conseil de l'Union européenne seront dirigés par le Luxembourg. Les différents Etats membres profitent souvent du mandat pour mettre en avant des thématiques prégnantes au niveau national, comme cela a été le cas avec l'Italie et l'urgence migratoire en 2014. Néanmoins, la réussite d'une présidence ne se base pas tant sur la promotion des priorités nationales mais davantage sur la capacité à créer un consensus avec les autres pays membres sur un certain nombre de dossiers, tout en travaillant étroitement avec les autres institutions de l'UE, notamment le Parlement et la Commission.

Pour une Europe plus sociale. Reprenant une formule lancée par celui qui en a été le premier ministre pendant deux décennies, Jean-Claude Juncker - président de la Commission européenne, le Luxembourg prône une Europe avec un « triple A social » et souhaite, à cette fin, relancer le dialogue social et investir dans le capital humain. L'attention portée à la dimension sociale de la construction européenne a été confirmée par le ministre du travail luxembourgeois, Nicolas Schmit, lors de la dernière réunion de

l'intergroupe Economie sociale du Parlement européen à laquelle l'Ipse a participé (voir article à p.10).

Tous les efforts seront dirigés vers l'objectif principal des politiques européennes : la lutte contre le chômage, en particulier le chômage des jeunes. La dégradation de la situation économique a renforcé les inégalités et affaibli la cohésion sociale, avec des conséquences négatives sur la stabilité socio-économique de l'Union. La présidence luxembourgeoise souhaite inverser cette tendance en promouvant la dimension sociale dans plusieurs domaines. En ce qui concerne l'investissement dans le capital humain, une attention particulière est portée aux compétences digitales, considérées comme un levier de relance des économies européennes. En matière de santé publique, les priorités de la présidence seront articulées autour du patient et de l'innovation. Elle souhaite plus largement œuvrer pour l'amélioration des systèmes de protection sociale afin d'offrir une protection efficace tout au long de la vie.

Avec l'arrivée de l'été, l'on peut s'attendre à un pic du flux de migrants fuyant les différents conflits. L'accueil des migrants et plus spécifiquement des réfugiés de Syrie est actuellement l'un

des sujets les plus sensibles sur la table des responsables européens. Dans son programme, la présidence luxembourgeoise souhaite avancer sur plusieurs dossiers : la lutte contre les trafiquants et les passeurs, le renforcement de la solidarité entre les Etats membres et leur engagement dans des actions communes, la gestion intégrée des frontières extérieures et la promotion des canaux de migration légale. Deux aspects positifs sont à noter dans le programme luxembourgeois, d'un côté l'accent mis sur la nécessité de décloisonner les composantes de politique interne et externe de la politique de l'immigration et de l'autre, l'évocation du lien qui existe entre le développement et les phénomènes migratoires.

Dans le cadre de l'année européenne pour le développement, la présidence ouvrira pour accélérer la transition vers une économie verte à faible émission de gaz à effet de serre et une économie circulaire et innovante, dans le but de construire une société plus durable. Cette exigence de durabilité sera également au cœur de l'action de la présidence en vue des négociations qui auront lieu à Paris, en décembre lors de la 21^e Conférence sur les changements climatiques. ■



luxembourg

Pays fondateur de l'UE (Traité de Rome, 1957)
 Population (1er janvier 2015) : 562.958 (dont plus de 46% d'étrangers)
 Indice de développement humain : 0,881 (21^e rang)
 Langues : Luxembourgeois, Français, Allemand

Capitale : Luxembourg-Ville
 Chef du gouvernement : Xavier Bettel, Demokratesch Partei (Parti Démocrate)

Presidency of the European Union

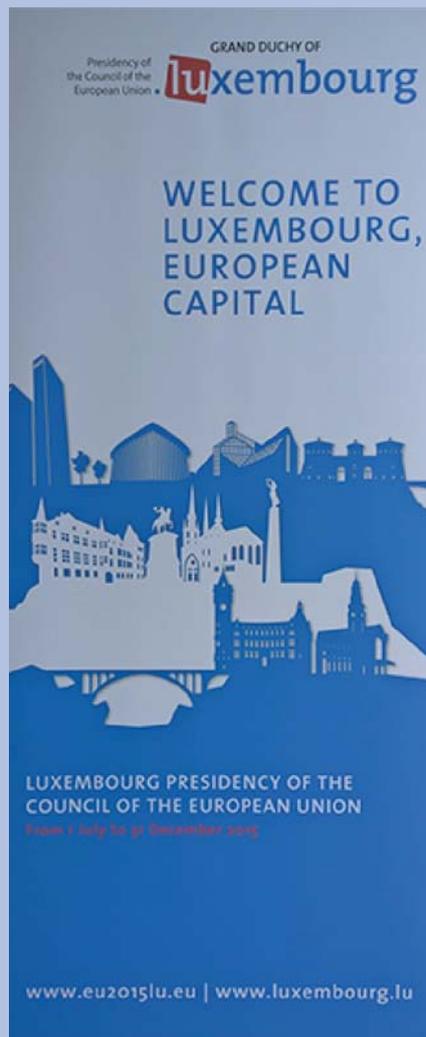
Presidential trio (January 2015 – July 2016) LATVIA – LUXEMBOURG – NETHERLANDS

Luxembourg will assume the six-month presidency of the European Union as of July 3. In its program, entitled “A Union for the Citizens”, one of the grand Duchy’s priorities is deepening the European Union’s social dimension, aiming for a “Triple A social rating” for the EU. Other focuses include migration and sustainable development.

Over the coming six months, Luxembourg will lead the work of the Council of the European Union. Member States often take advantage of their term in office to highlight subjects with great domestic significance, as was the case for Italy and the 2014 migration emergency. Nonetheless, a successful presidency depends less on promotion of national priorities and more on the ability to build consensus with other Member States on a number of issues while working closely with the other EU institutions, in particular the Parliament and Commission.

In pursuit of a more social Europe. Luxembourg advocates an EU with a “Triple A social rating”, borrowing a phrase coined by the man who served two decades as its Prime Minister, European Commission President Jean-Claude Juncker. To this end, the country aims to re-launch social dialogue and invest in human capital. The Minister of Labor, Nicolas Schmit, confirmed the presidency’s focus on the social dimension of European construction at the most recent meeting of the European Parliament’s Social Economy Intergroup, attended by Ipse (see article on page 11).

Efforts all aim at achieving the main objective of EU policies: the fight against unemployment, and particularly youth unemployment. The deteriorating economic climate has exacerbated inequality and weakened social cohesion, leading to negative consequences for socio-economic stability in the Union.



The Luxembourg presidency seeks to reverse this trend by promoting the social dimension in several fields. When it comes to investment in human capital, particular attention is paid to digital skills, seen as an effective instrument for kick-starting European economies. In

the field of public health, the presidency’s priorities focus on patients’ rights and innovation. More generally, Luxembourg aims to improve social protection systems with an eye to offering effective lifelong protection.

Heading into summer, we can expect to see a significant increase in the number of migrants fleeing various conflicts. Treatment of migrants, more specifically Syrian refugees, is currently among the most sensitive subjects European leaders must address. In its program, the Luxembourg presidency is looking to make progress on several issues: the fight against traffickers and smugglers, greater solidarity among Member States and a commitment to common measures, integrated management of external borders and promotion of channels for legal migration. The Luxembourg program features two positive aspects: a focus on the need to coordinate the internal and external components of immigration policy and acknowledgment of the links between development and migration.

Against the backdrop of the European Year for Development, the presidency will strive build a more sustainable society by accelerating the transition to a green economy with lower greenhouse gas emissions, and advocating a circular and innovative economic model. This need for sustainability will also be a focus of the presidency’s measures in the context of the negotiations planned for December at the 21st Climate Change Conference in Paris. ■

Les sages de l'Europe : entre Xénophon et la BCE

Jacques Delors, Pascal Lamy et Antonio Vitorino ont récemment pris position sur les relations entre l'Union européenne et la Grèce. Se sont-ils rappelés au souvenir du premier Keynésien de notre histoire économique, l'aussi illustre que méconnu Xenophon ?

Dans son œuvre très brève intitulée «Sur les rentes», ce précurseur de Keynes, a initié par sa théorie de l'argent, la première théorie économique occidentale. En effet, pour améliorer la santé économique de la cité d'Athènes, cet antique a proposé d'exploiter les mines d'argent de Lavrion, pour augmenter la quantité de monnaie disponible à partir de métal et non

d'échange de biens spéculatifs. Cette valeur d'échange se voulait à l'abri de crises financières.

Bien plus tard, l'abolition de la convertibilité de la monnaie-papier en métal précieux, a par contre ouvert la porte aux crises monétaires. Les «banques centrales» se sont révélées incapables de mesurer la situation précise de l'économie, en zones de turbulences ont perdue

contrôle de la quantité de monnaie émise et des taux d'intérêt adéquats.

Toujours est-il que l'appel lancé par trois grandes figures de la construction européenne a dépassé les blocages inhérents aux égoïsmes nationaux et a des vues courttermistes, et a de quoi ébranler les chancelleries des Etats de l'UE.

Que disent nos encore jeunes «Papys» dans leur œuvre de résistance?

- Une aide financière raisonnable est concevable pour solvabiliser l'Etat grec.
- La mobilisation des fonds structurels de l'UE, pas toujours utilisés à meilleur escient, peut réanimer cette économie saignée à blanc par les plans d'austérité, succédant à l'incurie des politiques clientélistes des gouvernements, de la constitution de cet Etat où Clergé et armateurs opulents échappent à toutes contributions, en sus de l'absence de cadastres.
- L'examen de la dette grecque dans sa structure doit être mené avec la même rigueur dans tous les Etats, quasiment tous en difficulté connue ou attendue. Xenophon ne serait pas xénophobe alors ? ■



Socrate et Xénophon Ecole d'Athènes de Raphaël

Rapport UE : Analyse comparée des dispositifs de protection sociale

Un rapport rédigé conjointement par le Comité de la protection sociale et les services de la Commission européenne, fait l'état des lieux des systèmes de protection sociale existant dans les 28 Etats membres de l'Union européenne. Si d'une part, le document souligne la complexité et l'hétérogénéité des systèmes de protection sociale, reconnaissant l'impossibilité d'établir un cadre unique pour l'évaluation de leur « efficacité et efficience », de l'autre, il met l'accent sur les bénéfices qui découlent de l'apprentissage mutuel et du partage des connaissances.

La protection sociale représente l'un des postes majeurs des budgets des Etats membres, auquel ils consacrent en moyenne 30% de leur PIB. Il s'agit donc d'un élément clé de la stratégie Europe 2020 visant à atteindre une croissance intelligente, durable et inclusive. En effet, cette dernière ne pourra se réaliser que grâce à la modernisation des systèmes de protection sociale.

Selon le rapport, il est essentiel de faire converger les investissements sociaux vers le développement des compétences, qui sont à la base de la croissance et de la compétitivité. Le but étant de mieux saisir les opportunités que nous offre la « société de la connaissance » dans laquelle nous vivons.

Cette réflexion touche également à la question de la solidarité intergénérationnelle. Dans un contexte de vieillissement de la population, il est d'autant plus essentiel d'investir dans la création et la protection d'une main d'œuvre bien formée, en bonne santé et productive, car la protection sociale des personnes âgées dépend d'elle.

Le rapport n'a pas pour ambition de créer un cadre de référence pour noter le niveau d'efficacité et d'efficience des différents systèmes de protection sociale européens. Il vise plutôt à donner un aperçu des prin-



cipes qui devraient inspirer les réformes de ces systèmes. Nous pouvons notamment citer l'idée d'une approche intégrée tenant compte de l'interaction entre les différentes politiques sociales, et l'échange d'informations et de connaissances entre les pays membres dans le cadre d'un processus d'apprentissage mutuel. ■

EU Report: Comparative analysis of social protection mechanisms

A joint report by the Social Protection Committee and European Commission departments takes stock of the social protection systems of the 28 EU Member States. The document emphasizes the complexity and diversity of social protection systems, acknowledging that no single framework is appropriate to assess their “effectiveness and efficiency.” At the same time, it draws attention to the advantages of mutual learning and exchange of knowledge.

Social protection is among Member States' largest budget items, accounting for 30% of GDP on average. It thus stands out as a key factor in the Europe 2020 strategy, which aims to generate smart, sustainable and inclusive growth. Indeed, the only means of implementing this strategy is by moderni-

zing social protection systems. According to the report, it is essential to align social investments with the development of skills, which serves as the foundation for growth and competitiveness. The ultimate goal is to better seize opportunities offered by today's “knowledge society.”

force, necessary to ensure social protection for senior citizens.

The report does not claim to establish a framework to assess the effectiveness and efficiency of Europe's various social protection systems. Rather, it aims to offer an overview of the principles that should inspire reform of these systems. In particular, these principles include the notion of an integrated approach that takes account of interaction among different social policies, as well as exchange of information and knowledge among Member States in a context of mutual learning. ■

This discussion also deals with the issue of intergenerational solidarity. The phenomenon of population aging in Europe makes it even more essential to invest in creating and protecting a healthy, highly trained and productive work-



Hommage à Manoel de Oliveira

La vie du cinéaste portugais, qui s'est éteint le 2 avril dernier à l'âge de 106 ans, s'entremêle à l'histoire du septième art, dont il a été l'un des plus grands représentants.

Manoel de Oliveira, né à Porto en 1908, est l'une de ces figures majeures de la culture de notre époque qu'il est impossible de réduire à un adjectif ou à un caractère précis et figé. Au cours de sa vie, qui s'étend des débuts du cinéma muet jusqu'à l'ère de la révolution digitale, il a été un excellent sportif et un chef d'entreprise, doté d'une énergie extraordinaire qu'il a gardé jusqu'à la fin. Son premier long-métrage, *Aniki Bóbo* (1942), raconte la vie quotidienne de quelques enfants des quartiers populaires de Porto et annonce le néoréalisme italien. Entre 1951 et 1971, à cause des obstacles financiers et politiques, il réalise seulement deux longs-métrages. Sa période la plus prolifique débute avec la chute du régime de Salazar. Au cours des quarante dernières années, il a réalisé plus de 40 œuvres. Le cinéaste a d'ailleurs reçu à ce titre la Palme d'honneur au Festival de Cannes en 2008.

Si dans sa première période Oliveira se concentre surtout sur le documentaire et l'essai, à partir des années 1970, il privilégie la fiction et le thème des amours contrariés. Avec *Non ou la Vaine gloire de commander* (1990), il change encore de style pour peindre une fresque historique. Dans son œuvre, l'homme ne cache l'amour qu'il porte pour sa ville, Porto, la seule dans laquelle il a désiré vivre. Dans le beau livre « Conversations avec Manoel de Oliveira » (1996), Antoine de Baecque et Jacques Parsi lui posent une question sur son rapport avec sa ville natale et Oliveira explique : « C'est là que j'habite. Comme le chien qui démarque son territoire, c'est mon territoire. Ailleurs, je serais spectateur. [...] Les poussins prennent comme mère la première chose qui bouge. Nous sommes un peu comme ça. Cet environnement appartient à notre corps, fait partie de notre corps. Là, c'est mon lieu, ma maison. » ■

Exposition universelle 2015 : Milan a gagné son pari

Dans « Milan, audacieuse et orgueilleuse », Luisa Ballin présente l'Exposition universelle 2015 comme une opportunité pour la ville de redorer son blason européen et international.

« La force de Milan et son esprit dérivent de sa grande capacité à attirer et inclure en son sein des personnes venues d'ailleurs » : c'est ainsi que l'historien Danilo Zardin résume l'âme de la plus internationale des villes italiennes, qui accueille actuellement l'Exposition universelle 2015 (1 mai – 31 octobre). Durant six mois, la capitale économique de l'Italie s'ouvrira à des millions de visiteurs (29 millions sont attendus) qui pourront explorer les 145 pavillons des pays venus exposer sur le thème « Nourrir la planète, énergie pour la vie ». Malgré les divers scandales qui ont éclaté lors de la préparation de cet événement, principa-



lement liés à des cas de corruption dans la concession de contrats de construction, Milan a réussi le pari de relancer sa vocation de ville internationale tournée vers le futur, orgueilleuse de l'ingéniosité de ses habitants et de son dynamisme séduisant.

Luisa Ballin, *Milan, audacieuse et orgueilleuse*, éd. Nevicata, coll. « L'âme des peuples », 2015. ■

Le journal « Pour » renaît

L'hebdomadaire belge des années 70 « Pour » renaît de ses cendres en juin 2015 dans le but de combattre le traité transatlantique – TTIP, caractérisé d'arnaque du siècle.

Le journal « Pour », fondé en 1973, a cessé de paraître suite à un incendie de ses locaux en juillet 1981, provoqué par des militants d'extrême droite. L'année 2015 marque le retour de ce journal, illustré exclusivement par du street art, et qualifié de « journal d'in-

tervention » par son rédacteur en chef et fondateur, Jean-Claude Garot.

Le premier numéro de « Pour » porte principalement sur le TTIP, sujet qui a d'ailleurs motivé son retour sur le devant de la scène. Persuadé que ledit traité va remettre en cause les droits syndicaux et sociaux acquis en Europe à force de combats, Jean-Claude Garot appelle à un sursaut démocratique. A ce titre, il souhaite « multiplier les éclairages critiques, précis et factuels » afin d'alerter, ou du moins informer, les citoyens européens. Les débats sont noyés dans une telle opacité que le sujet en devient insaisissable et donc des plus inquiétants. ■



De Milan a Stockholm, une histoire de solidarité

« *Moi, je suis avec la mariée* » est un documentaire projeté à Paris, en juin dernier, qui raconte l'histoire vraie d'un voyage clandestin entrepris par cinq réfugiés de Syrie en novembre 2013.



Le naufrage de Lampedusa du 3 octobre 2013, dans lequel 366 personnes ont perdu leur vies, a été l'une des plus grandes tragédies survenues en Méditerranée depuis le début du XXI^e siècle. C'est à ce moment-là que Gabriele del Grande a dit « basta ». Ce journaliste basé à Milan, raconte depuis 10 ans les histoires de femmes et d'hommes, en quête de liberté, qui essaient de franchir les frontières de notre « Europe forteresse ». Afin de montrer qu'une autre Europe, plus ouverte et solidaire, est possible, il a décidé de se lancer avec quelques amis dans une aventure de désobéissance civile. Elle a consisté à aider leurs amis syro-palestiniens, qui avaient réussi à atteindre Milan après avoir traversé la Méditerranée, à passer les frontières européennes jusqu'à Stockholm, en échafaudant un cortège nuptial. Accueillis par des amis et des connaissances tout au long du voyage, Gabriele et ses amis avaient conscience des risques qu'ils couraient à faire traverser illégalement les frontières. Malgré cela, ils sont allés au bout de leur projet pour démontrer qu'il existe des européens qui placent les valeurs de solida-

rité et de bienveillance au-dessus de tout concept juridique.

Le voyage de Gabriele est finalement devenu une aventure collective lorsque les réalisateurs ont décidé de produire leur documentaire en ayant recours au crowdfunding, un instrument de financement participatif en ligne. Grâce au soutien de près de 2 617 contributeurs, provenant de 38 pays différents, 100 000 euros ont été récoltés en seulement 60 jours, ce qui a permis au film de participer hors concours à la Mostra du cinéma de Venise en 2014, où il a remporté trois prix.

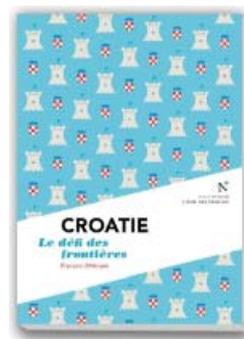
« *Moi, je suis avec la mariée* » étant toujours un documentaire tragiquement d'actualité près de deux ans après sa réalisation, explique l'engouement dont il fait l'objet. En Italie, il a connu un succès extraordinaire compte tenu de son caractère artisanal, depuis qu'il a été projeté dans des centaines de salles dans tout le pays, alors qu'en France et dans le reste de l'Europe sa diffusion se limite pour l'instant aux grandes villes. ■

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site dédié au film : www.iostocconlasposa.com

La transition européenne de la Croatie

Bien qu'elle fasse partie de l'Union européenne depuis 2013, la Croatie est un pays encore méconnu et dont l'identité actuelle est fortement marquée par son histoire récente. Dans « *Croatie, le défi des frontières* », François d'Alañon nous fait découvrir la complexité de ce pays.

La Croatie est depuis toujours considérée comme « l'avant-poste » de l'Europe dans la péninsule des Balkans. Durant des siècles, celle-ci a, en effet été le rempart de la chrétienté face à l'Orient incarnée par l'Empire Ottoman. Son identité s'est construite par rapport à sa relation avec l'étranger, que ce soit allié ou ennemi. Les élites politiques et religieuses ont souvent cherché des appuis à Vienne ou au Vatican pour se défendre des autres populations balkaniques considérées comme moins « civilisés ». Cette pratique séculaire, selon François d'Alañon, nous pouvons en partie la retrouver dans choix fait par la Croatie d'appartenir à l'Union européenne et à l'Otan. La relation avec ses voisins : la Serbie, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro, reste le défi principal. La poursuite de l'euro-péisation de ce Sud-Est de l'UE, pourrait ainsi fournir un cadre pour un développement harmonieux de leurs relations. ■



François d'Alañon, *Croatie, le défi des frontières*, éd. Nevicata, coll. « L'âme des peuples », 2015.

Société collaborative

Diana Filippova

Rue de l'échiquier, 2015



Cet ouvrage collectif dirigé par Diana Filippova nous propose une vision alternative de notre société, dans laquelle l'organisation de nos relations serait fondée sur les principes de participation et de coopération. A quoi pourrait ressembler cette société dans ses cinq piliers : le travail, l'éducation, les organisations, l'engagement social et environnemental, la production distribuée ? L'approche utilisée par les auteurs privilégie l'analyse d'initiatives concrètes par rapport aux « théories générales du collaboratif », le but étant de démontrer qu'une société collaborative existe déjà, bien qu'hétérogène et éparse. A la base de cette idée de société collaborative se place la primauté des enjeux sociaux, culturels et politiques sur l'économique, ainsi que l'idée qu'en créant ce type de société, l'homme ne serait plus un *homo economicus* prêt à maximiser ses intérêts, mais un *homo reciprocans*.

Est-ce ainsi que les hommes vivent ?

Claude Halmos Fayard, 2014



La psychanalyste Claude Halmos dénonce le silence qui entoure les ravages psychologiques engendrés par la crise économique, en appelant les responsables politiques à reconnaître ces souffrances et à agir pour s'attaquer à ses

causes. Les suicides, en forte hausse à chacune des crises économiques, ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Il existe une pathologie issue de la crise, plus subtile, qui renvoie aux notions de culpabilité et de dévalorisation. Cette pathologie collective, qui s'additionne aux pathologies individuelles, n'est pas spécifique aux chômeurs. Elle est présente dans de nombreuses couches de la société française. Son mécanisme se base sur le sentiment d'une réalité accablante qui s'éternise et sur laquelle on n'a aucune emprise. Dès lors, l'individu se trouve dans l'impossibilité de se projeter dans l'avenir, et son envie d'agir s'atrophie. Selon l'auteur, parler des ravages psychologiques de la crise c'est déjà agir, car cela permet aux gens de voir qu'ils ne sont pas seuls et qu'il ne faut pas avoir honte.

Et si on aimait la France

Bernard Maris Grasset, 2014



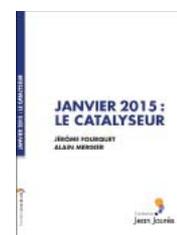
Ce livre posthume de Bernard Maris, envoyé chez l'éditeur Grasset cinq jours avant la conférence de rédaction de Charlie Hebdo lors de laquelle il a été assassiné, est une invitation aux Français à retrouver l'optimisme et l'orgueil d'appartenir à un grand pays. Maris nous offre son regard à la fois nostalgique et plein d'espoir sur la France. Il fait l'éloge de son ouverture, tout en lui reprochant d'avoir négligé ses valeurs républicaines. Avec élégance et finesse, utilisant de nombreuses références culturelles et littéraires, Maris dresse un portrait de la France dans toute sa complexité historique et sociologique. Il parle également des transformations qui la traversent, dans son paysage rural comme dans ses villes, à l'instar de la gentrification de Paris. « Les bobos », dit-il, « ils ne sont pas racistes. Ils font des gros efforts pour que leur nounou mauricienne

obtienne la nationalité française. Ils sont la mondialisation heureuse. L'immigré est mondialisé par le bas, le bobo par le haut ». C'est en définitive un récit de son amour pour la France, et un appel aux Français à se réappropriier le meilleur de ce qu'elle représente.

Janvier 2015 : le catalyseur

Alain Mergier, Jérôme Fourquet

Fondation Jean Jaurès, 2015



Quel est l'impact des attentats du 7 janvier sur les classes populaires ? C'est la question à laquelle les sociologues Alain Mergier et Jérôme Fourquet tentent de répondre dans leur dernier essai. Par le biais d'entretiens approfondis et de données statistiques, ils observent une cristallisation de l'idéologie populiste incarnée par le Front National. La réponse qui les a marqués le plus souvent lors de leurs entretiens, est : « il fallait s'y attendre ». Cette phrase symbolise l'appropriation par les classes populaires d'un diagnostic propre au discours populiste. Selon celui-ci, les frontières ont été effacées et il est temps de se réarmer pour bloquer le flux migratoire. Or, les populations issues des classes populaires interrogées affirment ces choses en leur nom propre, elles ne font plus que simplement suivre un leader. Le Front National devient alors le porte-voix d'une vérité objective dont ces électeurs estiment être les dépositaires, à savoir l'« insécurisation » physique, économique et culturelle due à l'immigration et à l'islamisation. Cette idéologie est alimentée par l'actualité, c'est une « machine à interpréter qui tourne toute seule » et pour enrayer ses engrenages il ne suffit pas d'attaquer son porte-voix, le FN, mais il faut une stratégie plus ambitieuse et de long terme.

Vers une nouvelle organisation des groupements mutualistes et des groupes de protection sociale ?

Vendredi 4 septembre 2015

de 9h00 à 13h00

PROGRAMME

08h30 Accueil des participants

09h00 Ouverture du 14^e Colloque professionnel Ipse

- Jean-Marie Spaeth, *Président de l'Ipsse*

09h10 Allocution de bienvenue

- Pascal Beaubat, *Président d'Intériale Mutuelle*

Le sujet des groupes prudentiels implique une approche globale. Ainsi, quatre experts partenaires de l'Ipsse, apporteront leurs éclairages juridique, actuariel, et organisationnel.

- Norbert Gautron, *Actuaire associé – GALEA & Associés*
- Laurence Lautrette, *Avocat associé – Lautrette & Associés*
- Jean-Marc Leverrier, *Actuaire conseil – JML Conseil*
- Bruno de la Porte, *Directeur associé – ADICEO*

Animation de la matinée : Valérie Devillechabrolle, *Rédactrice en chef de Protection sociale Informations (PSI)*

09h30 Histoires de Groupes et histoire des groupes :
transformation du paysage de la Protection Sociale

09h50 Des « groupes » aux réalités diverses confrontés à Solvabilité 2

Débats avec les participants

10h40 Pause café

10h55 Nécessaire coexistence entre les groupes prudentiels et les autres :
quelles conséquences sur les gouvernances et les organisations ?

11h40 Echancier d'une mise en œuvre opérationnelle. Et quelle prise en compte
des défis de demain?

Débats avec les participants

12h45 Conclusions

13h00 Cocktail déjeunatoire